# De Prague à Tunis, de 1989 à 2011, le rôle de la résistance civile

Abdelwahab Meddeb, Jacques Sémelin

▶ **To cite this version:**

Abdelwahab Meddeb, Jacques Sémelin. De Prague à Tunis, de 1989 à 2011, le rôle de la résistance civile : Entretien avec Abdelwahab Meddeb et Jacques Semelin. Études : revue de culture contemporaine, 2012, 1 (416), pp.7 - 22. hal-01475720v2

**HAL Id: hal-01475720**

**https://sciencespo.hal.science/hal-01475720v2**

Submitted on 7 Nov 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Etudes, vol. 1, n°416, janvier 2012

# De Prague à Tunis, de 1989 à 2011, le rôle de la résistance civile

## Entretien avec Abdelwahab Meddeb et Jacques Semelin

*Un an après le début de ce qu'on a appelé « le Printemps de Tunis », revenons sur la signification et les limites des comparaisons avec « le Printemps de Prague » et les révolutions de velours de 1989 qui s'imposaient alors.*

Jacques Semelin : Ma position est celle d'un analyste et observateur très sympathisant de ce qui se passe en Tunisie sans être un spécialiste du monde arabe. J'ai lu avec un grand intérêt votre livre *Le Printemps de Tunis*. Je comprends pourquoi le rapprochement a été fait entre un événement fondateur, l'immolation de Mohamed Bouazizi, (dont il commence à circuler un récit mythique), et celle de Jan Palach en 1968… Cet acte dramatique tranche avec la culture « terroriste » supposée des musulmans. Mais son rapprochement avec la mort de Jan Palach est quelque peu problématique : celle-ci marque en effet la fin d'un processus politique, appelé le Printemps de Prague, tandis que la mort de Mohamed Bouazizi a enclenché ce qu'on a nommé le Printemps arabe. Espérons que cette comparaison n'est pas de mauvais augure puisque, comme vous le savez, le Printemps de Prague se termine très mal.

**Abdelwahab Meddeb : Écrivain, poète et professeur de littérature comparée à l'université Paris X. Auteur du *Printemps de Tunis*, Albin Michel, avril 2011.**
**Jacques Semelin : historien et politiste ; directeur de recherche au CNRS (CERI-Sciences-Po). Auteur de *Face au totalitarisme, la résistance civile*, André Versaille éditeur, janvier 2011.**

Se référer aux révolutions de velours de 1989 me semble plus juste. Encore faut-il préciser que les Tchèques et les Slovaques ont alors suivi, imité ce que les Allemands de l'Est, avaient déjà initié et réussi avec l'ouverture spectaculaire du mur de Berlin, le 9 novembre. Je mettrais donc plus en rapport les mobilisations respectives et inattendues des Allemands de l'Est d'une part, et des Tunisiens d'autre part, à quelque vingt-deux années de distance. Ce rapprochement me semble pertinent car, dans les deux cas, ce sont ces peuples qui ont initié un processus de résistance pour toute une région. Il est d'autant plus juste que les Allemands de l'Est étaient souvent décrits comme des abrutis par leurs homologues ouest-allemands. Et les stéréotypes à propos des Arabes ne sont pas si éloignés… Il est vrai que depuis 1933, cette partie de l'Allemagne avait subi à la fois le nazisme et le communisme. La population n'avait guère trouvé le courage de manifester, sauf les ouvriers, durant deux jours, en juin 1953. On voyait donc les Allemands de l'Est comme totalement passifs, conditionnés par des décennies de propagande. Et voilà qu'en 1989, ils initient un processus politique qui va conduire à l'effondrement des deux blocs Est-Ouest en Europe.

Abdelwahab Meddeb : Quand j'ai accompagné ces événements, je voulais secouer l'opinion européenne et française, plus que la tunisienne, en usant de ce type de références, pour sortir d'un temps de sidération – qu'il convient d'interroger – à la fois de la classe politique, des intellectuels, des médias et du peuple ici en France. J'avais peur qu'on ne renvoie ces événements si proches à leur lointain, et particulièrement vers leur référent islamique supposé inconnu ou constituant une altérité radicale. Je voulais forcer les analogies avec des références familières en Europe. Pourquoi ai-je été amené à parler du Printemps de Prague ? Probablement en raison de l'effet provoqué par la scénographie du sacrifice, si importante dans l'un et l'autre cas, même si leur signification diffère : l'immolation de Bouazizi est annonciatrice de la bonne nouvelle, celle de Palach est une protestation de deuil. En sachant que Prague participe de la mémoire de 1989, et de ce qu'on appellera la Révolution de velours. Ce qui est surprenant avec les événements tunisiens, c'est qu'ils constituent une condensation historique, condensation dans le sens freudien (lorsque Freud parle d'un des trois concepts par lesquels

il éclaire la scène du rêve par rapport au réel) : comme si l'histoire universelle proposait le matériau diurne que ce moment combine à la manière d'un rêve. Car, outre 1989, outre la révolution du velours, les événements de Tunis procèdent de 1789. Cela confirme ce que dit Tocqueville dans *L'Ancien Régime* : les révolutionnaires opposent à la Constitution de leur pays les droits naturels de l'humanité. Cette référence aux droits naturels – la liberté, la justice, la dignité – a fait que l'événement de Tunis s'est répercuté dans l'intégralité du monde arabe. En ce second temps, le processus concerne le passage du droit de la liberté naturelle à la liberté civile (je reprends ici les expressions de Rousseau dans *Du Contrat social*).

Il existe aussi des ressemblances avec les événements de 1848, qu'on avait d'ailleurs appelés le Printemps des peuples. Encore une référence qui enrichit la condensation.

En plein hiver on parle de printemps, alors on pense au Printemps de Prague. Ce qui m'a convaincu de la pertinence de l'analogie, c'est la réaction d'amis tchèques, notamment Hélène Bourgois, soulevant cette interrogation : comment se faire aider par d'honnêtes serviteurs de l'ancien régime, les moins impliqués par ses exactions, pour se libérer définitivement de ses rouages et passer en douceur à la nouvelle république ? Finalement, le Printemps de Prague, c'est une métaphore. Simultanément, toutes les antériorités : 1783, 1789, 1848, 1989, Printemps de Prague, Mandela et la refondation de la République après la fin de l'Apartheid – tous les événements venus depuis plus de deux siècles d'Amérique, d'Europe, d'Afrique qui fondent ou actualisent le concept de République démocratique se sont condensés à partir du 14 janvier 2011 à Tunis.

J. S. : Votre référence à 1789 me semble en effet légitime. Je pense notamment à ces mots célèbres de Mirabeau : « Quand l'autorité devient arbitraire et oppressive, […] la résistance est le devoir et ne peut s'appeler révolte. » Le mouvement de Tunis s'inscrit dans cette logique politique ; et je m'étonne qu'on n'ait pas plus utilisé la notion de résistance pour le qualifier. À ses débuts, cela a vraiment été un mouvement populaire de résistance à une dictature. La référence à la Déclaration universelle des droits de l'homme est également justifiée. Cependant, le grand mérite de la révolution tunisienne est que, jusqu'à présent, elle ne coupe pas les têtes…

A. M. : On a commencé à couper les têtes en 1793, quatre ans après 1789. Là, nous en sommes à un an. La virtualité de la terreur est présente, mais elle ne s'est exprimée que verbalement. Les anathèmes et les dénonciations n'ont pas manqué, nourris par les vieux démons de l'arabisme, de l'islamisme solidaires dans leur anti-occidentalisme. Mais jamais la violence n'a été physique. Le non-recours à la violence armée et aux moyens de la terreur est la caractéristique des événements de Tunis depuis leur déclenchement à partir du sacrifice de Bouazizi, le 17 décembre 2010.

J. S. : Les événements de Tunis relèvent, il me semble, de ce que j'ai étudié dans le contexte de l'ex-Europe de l'Est en 1989 : ils constituent un cas de résistance civile. Cet adjectif « civile » qualifie tout autant les moyens civils utilisés (non armés) que le but poursuivi (une citoyenneté démocratique). En 2011, la Tunisie a ainsi rejoint un modèle universel car la résistance civile n'est pas si exceptionnelle dans l'Histoire, comme on le croit trop souvent. Elle repose sur la mobilisation d'acteurs de la société civile, par des moyens pacifiques, c'est-à-dire politiques, juridiques, culturels, sociaux, médiatiques : mais elle peut aussi impliquer des éléments de la sphère étatique décidés à soutenir la résistance. C'est par là que se construit le rapport de forces. Ainsi le mouvement qui a abouti à la chute de Ben Ali emprunte à 1789, 1989 et aussi à des cas encore plus récents (Ukraine, Géorgie). Ce qui est exceptionnel, c'est que ce type de mouvement touche le monde arabe. C'est la grande nouvelle : ces peuples deviennent un exemple.

*– On pourrait penser que les dictatures ont tout fait pour tuer le lien social, pour le détruire par le biais de la corruption, du clientélisme, de l'autoritarisme. Comment cette résistance de la société civile se met-elle en place ?*

A. M. : Une des actions les plus négatives, et qu'on pressentait très dangereuse, c'est la décision délibérée de la part du système mis en place par Ben Ali d'assécher l'espace politique et d'entraver l'émergence de la société civile. Dans un système aussi cadenassé, comment la mobilisation a-t-elle été possible ? Il y a eu ce moment énigmatique, où un peuple entier a réussi à surmonter la peur et a basculé de la servitude vers la liberté. Ce moment-là a été relayé par la blogosphère

animée par une nouvelle génération qui trépignait d'impatience. C'est le signe qui doit nous amener à considérer que ces événements, d'une certaine manière, étaient préparés. Depuis 2007-2008, les ONG américaines qui ont été importantes pour les événements de Géorgie, pour les événements d'Ukraine, par exemple, ont organisé des stages pour des blogueurs arabes, et particulièrement égyptiens et tunisiens. Certains de ces blogueurs ont participé à une rencontre d'une semaine, à Beyrouth, organisée par l'International Republican Institute.

Pour la blogosphère tunisienne comme pour la blogosphère égyptienne, il y a eu deux événements équivalents : en avril 2006 en Égypte, où a été entamée une grève très dure, menée par les syndicats locaux, dans un complexe industriel dans le Delta, à Mahallah Al-Kubra. Cette protestation sociale a été relayée par la blogosphère. L'autre événement a eu lieu en 2008, en Tunisie, où une grève également très dure dans le bassin minier de Gafsa a enchaîné ses péripéties sur huit mois, avec des morts, et là aussi la blogosphère s'est montrée très active. L'événement qui a été un véritable test en Tunisie fut la décision en mai 2010 de la part d'une quinzaine de blogueurs de lancer un appel pour une manifestation pacifique au cœur de Tunis, et dont le signe de ralliement était de porter un tee-shirt blanc. Ils pensaient qu'ils seraient au maximum une centaine – ils se découvraient plusieurs milliers. À ces jalons s'ajoute l'effet WikiLeaks, qui a été mobilisateur. Les 24 documents concernant la Tunisie ont été diffusés par les blogueurs tunisiens dès le mois d'octobre. L'immolation par le feu de Bouazizi a lieu le 17 décembre. Et l'alliance entre ce qui venait du peuple et la classe moyenne de la blogosphère aboutit au 14 janvier, où toute la société se retrouve. Et c'est à partir du 14 janvier que le milieu intellectuel ressort – quasi intact. Pourquoi ? Les intellectuels tunisiens, dans leur majorité, ont appliqué cette stratégie très simple que Jacques Semelin cite dans son livre sur la résistance civile : ils n'ont rien arraché à la dictature, mais ils ne lui ont rien concédé. Cette économie du retrait leur a permis de ressortir intacts pour essayer, en un troisième temps, le temps de l'intellectualité (après le premier temps du populaire et le deuxième temps de la blogosphère et des classes moyennes), de structurer et d'organiser le débat, même si les vieux démons de l'irrédentisme arabiste et islamiste n'ont pu être conjurés. Un des enjeux de l'heure consistera à affronter ce retour du refoulé.

J. S. : Le texte de La Boétie sur la servitude volontaire nous aide à comprendre comment un peuple peut se dresser contre un tyran, non pas pour lui arracher son pouvoir, mais pour ne plus rien lui céder. Claude Lefort s'en était aussi inspiré pour analyser le mouvement Solidarnosc en Pologne. Mais encore faut-il comprendre la genèse de cette émancipation collective, bien en amont d'un tel processus, laquelle peut prendre le temps d'une génération, sinon plus. Appuyons-nous ici sur le beau livre de Ceslaw Milos, *La pensée captive* (1953, écrit dans la période la plus totalitaire de la Pologne). Pour exister, celui-ci note que son seul espace d'autonomie est son domicile : « Mon foyer est mon château. » Milos fait alors référence à la pratique du *ketman* dans la civilisation arabo-musulmane : l'art de l'esquive. Il s'agit de dissimuler sa pensée, ne pas être en public ce qu'on est en privé. C'est donc l'univers du masque. Le but est de tenter de rester soi-même en privé alors qu'on est contraint de manifester en public son allégeance au pouvoir. Ainsi des niches d'autonomie peuvent se former et se dissimuler au sein même d'une société soumise. Avec le temps, ces petits réseaux sociaux peuvent finir par grignoter de l'intérieur la société officielle. Il faudra alors une « étincelle », comme l'immolation de Bouazizi, pour faire basculer ces petits réseaux sociaux de la sphère privée à la sphère publique. Alors, les individus tombent les masques. Ils éprouvent le bonheur d'être en public ce qu'ils ont réussi à être en privé. C'est ainsi que prend forme une résistance civile en tant que telle qui, sous cet angle, revient à un mouvement collectif de reconquête de soi.

A. M. : C'est l'orgueil de soi qui est reconquis. Il rayonnait sur les visages que je croisais à Tunis lorsque j'y étais le 17 janvier. C'était beau, émouvant.

J. S. : Et ils le font avec d'autres. J'inverserai ici la formule de Camus : « Je me révolte donc nous sommes » – on peut dire aussi : « nous nous révoltons donc je suis ». Car je reconquiers mon identité en réunifiant ces parties de moi-même qui étaient dissociées du fait de la dictature. À cet égard, les femmes peuvent aisément s'inscrire dans ce type de résistance, plus que dans la lutte armée, où leur rôle est bien plus assigné, en tant que soutien aux combattants. La résistance civile leur permet en effet de passer du privé au public et de devenir des actrices de l'histoire à part entière.

Quant à ce que vous dites du rôle des Américains, on pourrait aussi faire des parallèles avec leur action vers le bloc soviétique. Je pense notamment aux années Reagan et à son combat contre le totalitarisme, son soutien à *Radio Free-Europe* et *Radio Liberty*, etc. Le but premier est alors de déstabiliser les dictatures communistes en trouvant des relais au sein de ces sociétés, pour y propager l'influence occidentale, en premier lieu américaine. La CIA ne pouvait être qu'intéressée à soutenir ce type de stratégie indirecte…

En tout cas, s'il y a un rôle de la CIA, il vaut mieux que ce soit dans ce sens que pour fomenter des attentats. Cependant, je me méfierais de cette théorie du complot : on tombe vite dans le modèle de la manipulation extérieure. Ceci dit, un mouvement de résistance emprunte très souvent des idées qui proviennent de l'extérieur. Prenez le cas de Gene Sharp, ce théoricien américain de l'action non-violente avec qui j'ai travaillé à Harvard. Il n'est pas manipulé par la CIA mais certains ont bien repris ses principes en Tunisie ou en Égypte.

A. M. : En Tunisie, cette référence a été connue après le 14 janvier. Et aujourd'hui son livre *From Dictatorship to Democracy*[1] dans ses versions française et arabe est exposé à la vente dans les librairies de Tunis. Par contre, ce manuel pratique, dans sa version arabe, gratuitement téléchargeable, circulait entre les mains des enfants de Al-Tahrir qui le lisaient et en appliquaient les recettes – pour agir par la non-violence contre la violence.

**1.** Gene Sharp, The Albert Einstein Institution, 2003.

J.S. : On pourrait en dire autant des étudiants serbes, qui se sont aussi servi des idées de Gene Sharp pour se débarrasser de Milosevic en 2000. Telle est d'ailleurs la manière dont Gene Sharp conçoit son rôle : faire partager son savoir en matière de stratégie d'action non-violente auprès de ceux qui luttent pour leurs droits. Son message revient à expliquer non seulement que ce type d'action est possible, mais aussi qu'elle peut être victorieuse ; à condition d'être préparée et planifiée. Mais, ajoute-t-il, à l'adresse de ceux qui cherchent à résister, à vous d'inventer les moyens d'action les plus appropriés à la situation de votre propre pays.

*– Il y a vingt ans vous analysiez déjà, Jacques Sémelin, le rôle important des médias dans cette organisation de la*

*résistance de la société civile. Le phénomène n'a t-il fait que s'amplifier avec Internet ?*

JS : Nombre d'observateurs ont en effet été fascinés par le rôle d'Internet. À mon avis, ces commentaires étaient excessifs. Si vous réfléchissez, non pas tant sur le support technique, mais sur les usages des médias dans les mouvements de résistance, alors le rôle d'Internet n'est pas si neuf. Prenez le cas de la presse clandestine tant sous le nazisme que sous le communisme. Le défi des opposants est de parvenir à rédiger des textes, de les imprimer puis de les diffuser pour étendre leur audience. La presse clandestine est donc à la fois le support (média) d'une expression critique et le creuset d'un mouvement de résistance. Pour Internet, c'est la même chose. De même, dans mon livre, *La Liberté au bout des ondes*[2], j'ai discerné trois fonctions différentes de la radio dans une insurrection : une fonction tribunicienne, la radio offre une tribune politique pour les opposants ; une fonction messagère, la radio répercute auprès de tous des informations, voire des rumeurs ; une fonction prescriptrice, la radio donne des instructions – « faites ceci, ou ne faites pas cela ».

**2.** Belfond, 1997 ; réédité en poche chez Nouveau Monde édition en 2009.

La technologie Internet remplit les mêmes fonctions. En revanche, elle constitue une nouveauté radicale quant à l'instantanéité du rapport émetteur-récepteur et à l'élargissement du public. L'individu autogénère l'information. Il n'a pas besoin d'aller à la radio pour la communiquer – il devient acteur de la nouvelle. La vraie nouveauté, c'est donc le fait que les acteurs propagent leurs propres informations, prennent des photos et les diffusent dans le monde entier, peuvent donner des consignes via des réseaux sociaux numériques, etc. C'est par là que les pouvoirs d'États sont court-circuités et subvertis. Mais ceci ne veut pas dire que les États n'ont pas les moyens de riposter. Par exemple, ils peuvent couper les supports techniques de diffusion ou renforcer leurs contrôles sur la toile (comme en Chine).

A. M. : Je vais dans le même sens en apportant quelques nuances. D'abord, on peut établir une histoire du rôle d'Internet et des nouveaux médias dans la politique. Le premier événement dans cette histoire, la première grande expression du Web comme nouveau support de l'action politique, fut l'élection d'Obama. Des études techniques ont chiffré l'effet du Web sur la campagne présidentielle

d'Obama : si les démocrates avaient utilisé des moyens habituels, il aurait fallu une campagne trois fois plus chère – avec le Web c'est gratuit. Deuxième apparition du Web (et particulièrement de Twitter) dans l'histoire : c'est le mouvement de protestation en Iran suite à la contestation des résultats des élections présidentielles en juin 2009 – si le mouvement a politiquement échoué, il aura gagné la guerre des images et de la communication.

*– Est-ce qu'il y avait en Tunisie cette éducation du pouvoir sur ce rôle-là d'Internet, ou bien était-il très centré sur la main mise de la télévision ?*

A. M. : En Tunisie, Internet a été universalisé par Ben Ali. Il avait lui-même, personnellement, la passion d'Internet. Cela rentrait dans le cadre de la « politique du pain et des jeux ». Il fallait un ordinateur par foyer ; l'informatique était enseignée dès l'école primaire, davantage qu'en France. Cette politique d'État a été soutenue par des financements de la Banque mondiale. Simultanément, craignant la liberté qu'un tel instrument procure, Ben Ali avait créé une cyberpolice traquant le moindre écart. Plusieurs centaines d'informaticiens de haut vol avaient leur propre bâtiment – un quasi-ministère était à l'œuvre. Malgré cette traque, les résistants ont gagné des batailles dans cette guerrilla cybernétique, notamment grâce au soutien du collectif Anonymous qui a provoqué le chaos sur les trois sites principaux de l'État tunisien (le ministère de l'Intérieur, la présidence et la Banque centrale). Ensuite *Al-Jezira* a décidé de publier toute image qui lui parvenait du théâtre des opérations, fût-elle « sale ». Cette profusion d'images vraies a eu des effets jusqu'en Syrie, où le régime baathiste ne peut plus retrouver l'impunité dont il a joui en 1982 à Hama, où sa soldatesque a tué plusieurs milliers de personnes sans que l'opinion mondiale n'eût à s'en émouvoir faute d'en avoir été informée. Les citoyens de Syrie savaient qu'après les exemples tunisien et égyptien, leur dictature allait se saisir du contrôle du Net, du portable et de Twitter. Alors les résistants de la blogosphère syrienne ont acheté une centaine de téléphones satellitaires, qui ne passent pas par le réseau terrestre, et les ont distribués à travers les villes pour que les images ne cessent d'affluer. Et c'est par ces téléphones satellitaires que les vidéos nous sont parvenues de Lattaquié, Hama, Homs, Deir Zor, etc. L'histoire politique du

Net a connu son épanouissement avec ce qui s'est passé en Tunisie. Est-ce une nouvelle façon de conduire l'action politique ? Je rappelle que les jeunes arabes de la blogosphère se disent post-politiques, contemporains des post-politiques occidentaux de leur âge, sans être passés par le temps politique démocratique. Ils sont frères jumeaux des jeunes Européens et Américains qui ont animé les mouvements des indignés entre Madrid, Athènes et New York, de la Plaza del Sol à Omnia en passant par Wall Street.

*– Ils se posent en acteurs de dissidence, mais pas de la reconstruction, n'est-ce pas un problème ?*

A. M. : En mai dernier, un appel a été lancé pour créer un pôle démocratique et moderniste en Tunisie, parce que l'inquiétude suscitée par l'islamisme a crû. Des militants laïcs ont proposé sur Facebook la création d'une association – ils ont eu des dizaines de milliers d'adhésions en une nuit. Lorsqu'on prend en considération la révolte des Espagnols, la protestation des Grecs, quand on mesure la crainte que suscite ce phénomène chez les dirigeants chinois, quand on apprécie la contestation politique par le Web passée inaperçue l'hiver dernier en Croatie – on constate que la jeunesse a tendance à se détourner des partis, des syndicats, des institutions, et à mener une mobilisation sur l'exemple tunisien, par le Web… Est-ce une nouvelle façon de faire la politique ? Ou est-ce une utopie romantique ?

J. S. : N'en oublions pas pour autant que le rapport de force via Internet ne suffit pas à faire tomber un dictateur. À un moment ou à un autre, il faut aller dans la rue.

A. M. : Lina Ben Mhenni l'écrit dans son opuscule[3] : s'il n'y a pas un aller-retour virtuel-réel, ça ne sert à rien. Elle me confirmait à l'oral que quand elle lançait un mot d'ordre, comme lors de la fameuse manifestation des tee-shirts blancs, si elle ne descendait pas elle-même dans la rue, elle n'était plus crédible.

**3.** *Une blogueuse tunisienne*, Les indigènes, 2011

J. S. : C'est ce basculement d'une sphère publique immatérielle à la sphère publique réelle qui fait le rapport de force. Les opposants passent tout à coup d'un nombre virtuel à un nombre tangible, visible. Ils font alors renaître l'une des expres-

sions les plus traditionnelles de l'action revendicative : la manifestation. Internet permet certes la création d'un espace public critique, au sens de Jürgen Habermas, mais c'est un espace public de « prothèse ». Ici encore, la comparaison est pertinente avec le rôle joué par des radios occidentales (telles que *RFE* ou la *BBC*) dans l'Europe communiste des années 1980. Du débat public critique, les opposants doivent engendrer une action publique dans la rue, suffisamment forte pour braver la répression. Ce basculement est décisif. La place Al-Tahrir ou l'avenue Bourguiba étaient les lieux du monopole du pouvoir, de la démonstration publique officielle. Voici que tout à coup ces places publiques sont occupées par les opposants.

A. M. : C'est la société civile qui se ressaisit de l'agora.

J. S. : Dès lors, en occupant l'espace public, les opposants tentent de forcer l'avènement d'une autre Histoire malgré leur peur, malgré les possibles interventions de la police ou de l'armée, tenues en principe par le régime. Dans le cas tunisien, je trouve intéressante votre notion d'armée civique. En quelque sorte, celle-ci a garanti la possibilité du changement.

A. M. : Si les armées ne s'étaient pas détachées de la machine répressive, l'événement aurait été différé.

J. S. : Dans ce processus de résistance, la dissension entre les élites joue un rôle fondamental. Par exemple, 1989 n'aurait pu se produire sans Gorbatchev. Néanmoins, bien des experts lui accordent un poids trop important. Ils raisonnent en politistes, non en historiens : Gorbatchev est en effet le produit de 40 ans de luttes en Europe centrale. Celui-ci n'arrive pas par hasard au pouvoir à Moscou. Il est clair qu'il a pu pousser vers la sortie les anciens apparatchiks, tels qu'Honecker, le dirigeant de l'ex-RDA.

En Tunisie, il n'y avait pas de Gorbatchev et c'est ce qui rend ce mouvement remarquable, tout comme son homologue égyptien. Ces deux pays représentent à ce jour une exception dans la région dans la mesure où des acteurs sociaux et politiques ont réussi à enclencher une résistance civile de masse, ayant abouti à la chute d'un dictateur. On ne peut malheureusement pas en dire autant des opposants syriens qui se heurtent à une répression féroce. Leur capacité

à braver la mort en organisant encore et encore des manifestations de rue suscite l'admiration, alors que le contexte international leur est très défavorable.

Pour en revenir à la Tunisie, le défi principal est maintenant de poursuivre les changements engagés. À cette fin la tenue d'élections libres constitue une étape fondamentale.

*– Existe-t-il des expertises de la transition démocratique ?*

J. S. : Certainement. Que leurs recommandations soient toujours judicieuses, c'est une autre affaire ! Le passage de la dictature à la démocratie est, on s'en doute, semé d'obstacles périlleux. La résistance civile ne garantit aucunement un avènement démocratique. Gandhi a écrit que « La fin est dans les moyens comme l'arbre dans la semence ». Pour autant, les moyens ne garantissent pas la fin. Certes, conquérir le pouvoir par la violence et le terrorisme conduit en général à exercer le pouvoir avec ces mêmes moyens. Avec la résistance civile, le processus politique est plus ouvert, moins déterminé. Mais il peut donner place à un nouveau régime autoritaire. Prenez le cas des Philippines en 1986 où le « People Power » a réussi à renverser Marcos. Or, le régime politique qui en a résulté était loin d'être démocratique…

Sur le fond, la résistance civile défie la légitimité de l'ancien régime et, par conséquent tente de faire valoir une nouvelle légitimité, donc un nouveau droit. En ce sens, la désobéissance civile est l'une des « armes » de la résistance civile. Ceux qui croient que celle-ci vise alors à propager l'anarchie se trompent. Désobéir, c'est affirmer la nécessité d'un autre Droit, d'une autre loi, d'une autre Constitution. Donc, place aux juristes et aux constitutionnalistes : qu'ils mettent en musique cette nouvelle manière de vivre ensemble.

Or, tout le monde est pressé par le temps. Il faut faire au moins trois choses à la fois : élaborer la nouvelle Constitution, ce dont je viens de parler ; améliorer l'économie (si la population ne vit pas mieux ou ne conserve pas l'espoir de vivre mieux, du fait du changement, si des capitaux n'arrivent pas, le processus reste très incertain et ne peut se stabiliser) ; enfin, assurer la sûreté publique des individus, sinon c'est la porte ouverte à toutes sortes de discours qui instrumentalisent la peur et font le lit des extrémistes.

Ces trois piliers sont fondamentaux pour réussir le changement et celui-ci doit être visible par l'accession au pouvoir de nouvelles élites ; autrement, la population ne peut même pas commencer à y croire. Ce changement peut encore être rendu plus difficile du fait d'un contexte international instable. Car la Tunisie ne se développe pas toute seule dans un monde clos. En clair, tout dépend aussi de l'évolution parallèle de ses voisins immédiats, voire de l'intervention de possibles agents extérieurs pour déstabiliser le projet d'une démocratie au Maghreb.

A M. : La réaction des armées tunisienne et égyptienne a été déterminante dans la chute des dictatures. Pour l'armée tunisienne, je vois comme analogie l'armée portugaise ; et pour l'Égypte, parce que l'armée est autrement plus puissante, plus importante, plus structurante, d'évidence l'analogie c'est lorsque l'armée turque s'est autoproclamée protectrice de la Constitution. Elle va être le repère des lignes rouges à ne pas dépasser, et particulièrement par rapport aux islamistes. D'où la difficulté qu'ont les islamistes, parce qu'ils sont attirés par le fait qu'on va leur accorder une place, mais à certaines conditions, c'est-à-dire à une série de palinodies.

La présence des femmes dans la résistance civile et dans le principe de désobéissance est essentielle pour le futur à construire. Cela découle des trois fameuses décisions qu'avait prises Bourguiba dès 1956, à savoir : l'universalisation d'une éducation moderne ouverte sur le siècle, l'égalité homme-femme pour le statut personnel (un statut personnel pensé beaucoup plus du côté du droit positif que de la charia – la charia étant pour ainsi dire forclose sauf pour les dispositions qui concernent la succession), et la décision de contrôler la natalité au moyen d'une politique d'État. C'est l'aboutissement dans la loi électorale de la parité homme-femme, qui est désormais acquise. Elle a même été votée à l'unanimité avec le vote des islamistes. Des femmes de toutes conditions étaient présentes place Al-Tahrir, des plus occidentalisées jusqu'aux porteuses de burqa. La solidarité et la connivence qui se sont manifestées entre femmes de conditions aussi écartées relèvent d'un rapport de sororité qui peut être exprimé par le seul regard, cet unique accès à la femme en burqa. Le rôle des femmes est majeur aussi bien en Tunisie qu'en Égypte. Dans le contexte tunisien, une politique moderniste a légitimé la circulation du féminin dans la

société ; dans le cas égyptien, la présence du féminin a été engendrée par l'énergie même de l'événement. Lors des manifestations dans les villes yéménites, il y avait d'un côté les femmes en burqa par milliers, de l'autre les hommes. Cette présence des femmes – sorties de la demeure et de la réclusion – est un élément à peser.

Le débat sur le droit aura aussi son effet. Le problème, c'est que le meilleur de ce débat est contaminé par le pire. En démocratie l'on ne peut contraindre les gens à se taire. Mais comment les obliger à se contenir, à la civilité de la réserve ? Dans les assemblées de la commission qui a la charge de préserver les acquis de la révolution, qui vient de voter la loi électorale et qui est en train d'écrire le pacte républicain, esquissant les contours de la future Constitution, le débat actuel est bloqué par ce que j'appelle le retour des vieux démons, c'est-à-dire un discours archi-nationaliste allié au discours islamiste. On a le sentiment que c'est un combat d'arrière-garde. Or, ce pacte républicain, rendu public début août, comporte deux notions qui appartiennent à l'arsenal antioccidental élémentaire. Nous avons été amenés à les dénoncer par un texte cosigné par une trentaine d'intellectuels et d'artistes.

Les jeunes de la blogosphère se sont retirés, ils n'ont pas participé à notre protestation. Ils se situent ailleurs. En temps voulu, de nouveau, ils se constitueront en communauté provisoire pour combattre ces vieux démons. Si la référence, chez les blogueurs égyptiens, c'était Gene Sharp, chez certains blogueurs tunisiens c'est le fameux Hakim Bey[4] qui est invoqué, un Américain qui a vécu une vingtaine d'années en Iran, qui connaît le soufisme et concocte une espèce de théorie situationniste soufie, avec ce qu'il appelle le néo-nomadisme, la volonté de se méfier de l'État, de ne pas lui porter allégeance, d'être vigilant à son égard, de tenir compte de ce que l'ethnographie a apporté à l'esprit de notre temps, c'est-à-dire qu'il y a eu des sociétés, des communautés qui se sont organisées contre l'Etat – on retrouve la référence à Pierre Clastres lisant La Boétie dans cette perspective[5].

**4.** *Zone interdite*, L'Herne, 2011.

**5.** *La société contre l'État*, Minuit, 2011 [1974].

J. S. : À mon avis, il convient de distinguer deux phénomènes. Tout d'abord, il existe sans doute des visions concurrentes du processus démocratique en Tunisie. S'agissant de la reconstruction institutionnelle du pays, la pensée de Claude Lefort est éclairante. Pour lui, le totalitarisme est la négation du conflit tandis que la démocratie est la

gestion du conflit. J'ajouterai même, c'est la gestion non-violente du conflit. Pour Lefort, la démocratie est un lieu vide. Il n'y a plus le corps du monarque, pas plus que celui du parti. La démocratie revient donc à une opération de « décorporation ». À cette fin, le pays doit se doter de règles que vous êtes précisément en train d'élaborer. Mais en parallèle, il existe une autre pratique du politique, celle de jeunes blogueurs qui, via leur usage d'Internet, pensent mettre aussi en œuvre une autre vision (numérique) de la démocratie. Et je m'interroge : ces deux cultures politiques vont-elles se compléter ou se heurter au point de rendre chaotique le processus du changement ?

En second lieu, votre mouvement a eu un rayonnement international certain qui a notamment rejailli en Europe. Tout ce que vous dites sur la communauté, à travers la Tunisie, c'est aussi une interrogation sur la répartition des richesses, sur les lieux de pouvoir, etc. Vous nous aidez à nous reposer des questions par rapport à la mondialisation et à la notion de communauté qui vient d'Internet.

*– On a l'impression qu'il y a de nouveaux processus démocratiques qui se mettent en place, et qui relancent la réflexion.*

A. M. : C'est la part d'inouï qui nous vient de Tunisie. Ce qui est tout à fait nouveau, et c'est une des raisons peut-être de la sidération : on n'a pas l'habitude, et on ne voudrait peut-être pas non plus que de l'inouï vienne de là-bas.

J. S. : Un des principes de base d'une confrontation non-violente consiste à recentrer constamment le conflit sur son objet. J'ai tenté de le montrer en m'appuyant sur la pensée de René Girard. Il s'agit ici de ne pas entrer dans le discours des vieux monarques ou de faire le jeu des islamistes, mais bien de se concentrer sur ce que l'on veut construire. C'est alors remettre l'attention sur les règles.

A. M. : C'est important ce que vous dites à propos des règles. Je voudrais rappeler les discours du président turc Gül et du Premier ministre Erdogan aux délégations tunisiennes et égyptiennes qu'ils avaient reçues. Ce dernier souligne une des premières conditions qui concerne le dépassement de la vengeance : « Oubliez la vengeance. Ne restez pas dans la logique

de la loi du talion. C'est archaïque. Vous perdez votre temps de regarder vers le passé. L'avenir est devant vous, et la tâche à accomplir devrait être l'unique cible de votre quête. » Il évoque ensuite l'importance de l'économie : « Concentrez-vous sur le futur, parce que sans création de richesses, vous ne pourrez rien entreprendre. Vos idéaux ne seront pas appliqués » ; puis la nécessité de ne jamais « mélanger la religion et la politique » ; et enfin le respect de l'altérité : « En démocratie, la politique s'exerce dans la rétention. La majorité n'a pas à écraser la minorité, et elle doit la respecter profondément, et en tenir compte. » Erdogan insiste ainsi sur la liberté de culte : « Même si vous n'avez pas de concitoyens qui appartiennent à d'autres cultes, inventez des lieux de culte autres que les vôtres, quitte à ce qu'ils soient vides, pour que vous les respectiez. » Erdogan a confirmé ce discours lors de ses visites officielles au Caire, à Tunis ou Tripoli. Il l'a même explicité au point qu'au Caire il avait embarrassé sinon outré les Frères musulmans qui pourtant l'avaient au départ accueilli en héros. N'a-t-il pas dit que lui, le musulman pieux, pratiquant, portant avec passion et exigence sa foi, en tant qu'homme politique servait un État laïc, car il n'y a pas de meilleur État que celui qui se situe à égale distance à l'égard de toutes les croyances ?

Maintenant que les urnes, suite aux élections du 23 octobre, ont donné en Tunisie le premier rang aux islamistes d'Ennahdha, nous avons à récapituler par rapport à ce que nous avons échangé au cours de ce dialogue. D'abord, c'est le parti le mieux organisé qui a gagné les élections. La nouvelle façon de faire la politique proposée par la jeunesse de la blogosphère demeure utopique. Ensuite, les partis modernistes ont admis leur défaite et reconnu la victoire des islamistes conservateurs : c'est le signe d'une avancée démocratique. Désormais nous avons à gérer le conflit d'une manière non-violente en rappelant les règles auxquelles toutes les tendances ont à se soumettre. Enfin, à l'égard de ces règles, il convient de rappeler aux islamistes d'Ennahdha les propos de celui-là même qu'ils érigent en modèle, à savoir l'exemple turc qu'anime la figure d'Erdogan. Ce sont les conditions pour que les islamistes se transforment en démocrates islamiques. Et c'est maintenant et selon ces règles que le combat des valeurs commence.

*Propos recueillis par*
*Nathalie Sarthou-Lajus en juin 2011,*
*relus par les auteurs en novembre 2011*